R.

- 1 -

8 VII 1958

Coordination (2)

L.6285/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de égislation, deuxième chambre, aisi par le Ministre des Finances, e 9 juin 1958 d'une demande d'avis ur un projet d'arrêté royal "rela- if à la situation administrative e certains agents du Ministère es Finances, bénéficiaires des esures de régularisation du per- onnel temporaire" a donné le 25 uin 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e juni 1958 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de administratieve toestand van sommige beambten van het Ministerie van Financiën, die het voordeel van de regularisatiemaatregelen voor het tijdelijk personeel genoten hebben" heeft de 25e juni 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal poursuit un double objet : d'une part, celui de maintenir dans leur emploi temporaire, tout en leur assurant sur place une carrière normale, certains agents bénéficiaires des mesures de régularisation du personnel temporaire et occupés dans les services du Comité de liquidation des organismes et services créés pendant l'occupation ennemie ; d'autre part, celui de faciliter, par un accroissement éventuel des emplois permanents, la promotion de commis ou de dessinateurs occupant des emplois temporaires.

Pour réaliser le premier de ces deux objets, le projet estime nécessaire de soustraire les agents qu'il concerne au champ d'application de l'arrêté royal du 15 octobre 1957 qui règle présentement l'ensemble du problème de leur affectation et qui, comme première mesure, les a affectés à l'emploi temporaire qu'ils occupent.

Le projet reprend cependant cette première mesure d'affectation et n'entend, à la vérité, écarter les agents intéressés que de la deuxième et de la troisième phase des opérations d'affectation prévues par les articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 15 octobre 1957. Pour en arriver là, il est inutile de retirer les agents intéressés du champ d'application de ce dernier arrêté. Il suffit de porter les emplois temporaires qu'ils occupent sur la liste spéciale qu'il est loisible à chaque Ministre d'établir en application de l'article 4, alinéa 2, 3°, de cet arrêté.

.../...

Cette manière de procéder offrirait d'ailleurs l'avantage de ne pas soulever la question de savoir si l'arrêté royal du 15 octobre 1957 n'a pas définitivement conféré aux agents qui y sont soumis des droits en matière d'affectation, sur lesquels un arrêté royal particulier à une catégorie de ceux-ci serait impuissant à revenir. A cet égard, il doit être rappelé que dans son avis n° 5801 du 13 août 1957 relatif à l'arrêté royal du 15 octobre 1957, le Conseil d'Etat avait suggéré, pour éviter des difficultés, de compléter l'arrêté par un article 9 qui excepterait de son application les agents dont l'affectation serait régie par des dispositions particulières. Cette suggestion n'a pas été suivie, de sorte qu'on pourrait y voir un appui à la thèse que les avantages conférés par l'arrêté royal du 15 octobre 1957 le sont définitivement.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose de rédiger les articles 1er et 2 du projet comme il sera indiqué ci-après et de supprimer l'article 5.

\+

\+ \+

L'article 6 du projet a pour but de permettre l'accroissement du nombre d'emplois de commis spécial technicien, commis spécial des accises et dessinateur spécial du cadastre en compensant cet accroissement, non seulement par des réductions du nombre des emplois permanents de commis, de commis des accises ou de dessinateur du cadastre, mais aussi par des réductions du nombre d'emplois temporaires de ces mêmes grades.

.../...

Pour atteindre ce but, l'article 6 entend assimiler des emplois temporaires aux emplois permanents, sans modifier expressément l'arrêté royal du 28 décembre 1956 dont la portée sera influencée par cette assimilation.

Ce procédé conduit à une dispersion des textes, qui devrait être évitée. Il conviendrait plutôt de remplacer l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 28 décembre 1956 par un texte nouveau qui donnerait au nombre d'emplois indiqués dans les cadres, la souplesse souhaitée par le Gouvernement.

+

\+ +

L'article 7 du projet prévoit que l'article 6 aura effet dès le 1er janvier 1957. Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, aucun agent n'a été, depuis cette date, promu sans vacance préalable d'un emploi de promotion. L'effet rétroactif attaché à l'article 6 n'a donc pas pour objet la régularisation de promotions irrégulières. Il excéderait, au demeurant, les pouvoirs du Roi s'il avait cette portée. La création d'emplois avec effet rétroactif n'a d'autre but, selon les mêmes renseignements, que de permettre d'accorder à l'avenir certaines promotions avec le même effet. Sur ce point il ne soulève pas d'objection.

+

\+ +

.../...

Le premier des deux objets du projet est décrit dans les deux considérants du préambule. Bien qu'il n'y ait aucune obligation à cet égard, il conviendrait néanmoins, pour des raisons de clarté et d'équilibre, que le préambule indiquât en quelques mots le second objet du projet et sa raison d'être.

Compte tenu de ces observations et de certaines modifications de forme qui n'appellent pas de commentaires, le Conseil d'Etat propose de modifier le projet ainsi qu'il suit :

PREAMBULE.

1. Entre les alinéas 2 et 3, ajouter un alinéa ainsi conçu :

"Vu l'arrêté du Régent du 19 avril 1947 relatif à la liquidation des organismes et services déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944;".

2. A l'alinéa 3, remplacer les mots :"notamment l'article 8" par les mots "modifié par l'arrêté royal du 6 février 1954".

3. Indiquer par une motivation succincte la portée du second objet du projet.

DISPOSITIF.

1. Rédiger les articles 1er et 2 ainsi qu'il suit :

"Article 1er.-

Sont inscrits sur la liste spéciale des emplois temporaires prévue par l'article 4, alinéa 2,3°, de l'arrêté royal du 15 octobre 1957, les emplois

.../...

temporaires de secrétaire d'administration, de rédacteur et de commis, dans les services du Comité de liquidation des organismes et services créés pendant l'occupation ennemie.

Article 2.-

Les agents régularisés, bénéficiaires de l'arrêté royal du 25 novembre 1953 ou auxquels il a été fait application de l'arrêté royal du 23 juin 1951 modifié par l'arrêté royal du 12 décembre 1951, qui occupent un des emplois temporaires et visés à l'article 1er, peuvent être promus à un grade supérieur et accéder à une catégorie supérieure aux conditions prévues par les articles 3 et 4 du présent arrêté".

2. Supprimer l'article 5 du projet.

3. Rédiger ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 du projet, qui deviendraient les articles 5 et 6 par suite de la suppression de l'article 5 :

"Article 5.-

L'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 28 décembre 1956 modifiant l'arrêté royal du 24 février 1954, portant fixation du cadre organique du Ministère des Finances, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Lorsque le bénéficiaire d'une nomination prévue au § 1er occupait un emploi définitif ou temporaire de commis, commis des accises ou dessinateur du cadastre, cet emploi est supprimé aussi longtemps que subsiste l'emploi supplémentaire de commis spécial technicien, commis spécial des accises ou dessinateur spécial du cadastre, créé en application du § 1er".

.../...

Article 6.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, à l'exception de l'article 5 qui produit ses effets le 1er janvier 1957".

Het ontwerp van koninklijk besluit heeft een tweevoudig doel: enerzijds wil het sommige personeelsleden op wie maatregelen voor regularisatie van tijdelijk personeel zijn toegepast en die,werkzaam zijn in de diensten van het Comité voor vereffening van de gedurende de vijandelijke bezetting opgerichte organismen en diensten, in hun tijdelijke betrekking behouden, en hun de mogelijkheid geven er verder een normale loopbaan door te brengen, en anderzijds wil het door een eventuele verhoging van het aantal vaste betrekkingen de bevordering vergemakkelijken voor klerken en tekenaars die tijdelijke betrekkingen bekleden.

Om het eerste doel te bereiken acht het ontwerp het nodig, bedoelde personeelsleden te onttrekken aan het toepassingsgebied van het koninklijk besluit van 15 oktober 1957, dat thans het gezamenlijke probleem van hun dienstaanwijzing regelt en hen bij wijze van eerste maatregel heeft aangewezen voor de tijdelijke betrekking die zij bekleden.

Het ontwerp neemt echter deze eerste aanwijzingsmaatregel over en wil bedoelde personeelsleden in feite alleen uitsluiten uit de tweede en de derde phase van de in de artikelen 4 en 5 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1957 bepaalde verrichtingen inzake dienstaanwijzing. Daartoe is het helemaal niet nodig bedoelde personeelsleden aan het toepassingsgebied van dit besluit te onttrekken. Voldoende is, dat de door hen beklede tijdelijke betrekkingen worden vermeld op de bijzondere lijst die elke Minister bij toepassing van artikel 4, tweede lid, 3°, van dit besluit kan vaststellen.

.../...

Het voordeel van deze werkwijze zou overigens zijn, dat de vraag terzijde wordt gelaten, of het koninklijk besluit van 15 oktober 1957 aan de daaraan onderworpen personeelsleden niet voorgoed zodanige rechten inzake dienstaanwijzing heeft verleend, dat een koninklijk besluit, hetwelk maar een categorie daarvan betreft, niet bij machte zou zijn daarvan terug te komen. In dit verband moge in herinnering worden gebracht, dat de Raad van State in een advies nr 5801 van 13 augustus 1957 over het koninklijk besluit van 15 oktober 1957 ter voorkoming van moeilijkheden had voorgesteld, het besluit aan te vullen met een artikel 9 waarbij het besluit niet toepasselijk werd verklaard op personeelsleden wier aanwijzing door bijzondere voorzieningen zou worden geregeld. Op deze wenk is niet ingegaan, zodat men er een bevestiging in kan zien van de stelling dat de voordelen van het koninklijk besluit van 15 oktober 1957 voorgoed zijn toegekend.

De Raad van State stelt dus voor, de artikelen 1 en 2 van het ontwerp te redigeren zoals hierna zal worden opgegeven en tevens artikel 5 te schrappen.

\+

\+ \+

Artikel 6 van het ontwerp bedoelt, een verhoging van het aantal betrekkingen van speciaal klerk-technicus, speciaal commies der accijnzen en speciaal tekenaar van het kadaster mogelijk te maken, met als compensatie niet alleen een vermindering van het aantal vaste betrekkingen van klerk, commies der accijnzen of tekenaar van het kadaster, maar ook van het aantal tijdelijke betrekkingen van die zelfde graden.

Om daartoe te komen, wil artikel 6 tijdelijke betrekkingen met vaste betrekkingen gelijkstellen zonder uitdrukkelijke wijziging van het koninklijk besluit van 28 december 1956 waarvan de strekking door deze gelijkstelling zal worden beïnvloed.

Dit leidt tot versnippering van de teksten, hetgeen moet worden vermeden. Men zou beter artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 28 december 1956 vervangen door een nieuwe tekst, die de door de Regering gewenste soepelheid zou geven aan het aantal in de kaders vermelde betrekkingen.

\+

\+ +

Volgens artikel 7 van het ontwerp werkt artikel 6 tot 1 januari 1957 terug. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, is sinds die datum niemand bevorderd zonder voorafgaande vacature van een bevorderingsbetrekking. De aan artikel 6 verbonden terugwerkende kracht strekt dus niet tot regularisatie van onregelmatige benoemingen, hetgeen trouwens buiten 's Konings bevoegdheid zou vallen. Naar de Raad van State heeft vernomen, heeft de oprichting van betrekkingen met terugwerkende kracht geen ander doel, dan sommige toekomstige bevorderingen met dezelfde terugwerking mogelijk te maken. Hierbij zijn geen opmerkingen te maken.

\+

\+ +

.../...

Alleen het eerste doel van het ontwerp wordt in de beide consideransen van de aanhef uiteengezet. Al is er dienaangaande geen verplichting, toch ware het voor de duidelijkheid en het evenwicht raadzaam, in de aanhef ook enkele woorden aan het tweede doel van het ontwerp en de bestaansreden ervan te besteden.

Met inachtneming van deze opmerkingen en van sommige niet nader te commentariëren vormwijzigingen, stelt de Raad van State voor, het ontwerp als volgt te wijzigen :

AANHEF.

1. Tussen het tweede en het derde lid, een lid invoegen als volgt :

"Gelet op het besluit van de Regent van 19 april 1947 betreffende de vereffening van de door de besluitwet van 5 mei 1944 nietigverklaarde organismen en diensten;".

2. In het derde lid, de woorden "inzonderheid op artikel 8" vervangen door : "gewijzigd bij koninklijk besluit van 6 februari 1954".

3. Een beknopte motivering invoegen betreffende de strekking van het tweede doel van het ontwerp.

.../...

ARTIKELEN.

1. De artikelen 1 en 2 lezen als volgt :

"Artikel 1.-

Op de bijzondere lijst van tijdelijke betrekkingen zoals bedoeld in artikel 4, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 15 oktober 1957 worden ingeschreven de tijdelijke betrekkingen van secretaris van administratie, opsteller en klerk in de diensten van het Comité voor vereffening van de gedurende de vijandelijke bezetting opgerichte organismen en diensten.

Artikel 2.-

De geregulariseerde personeelsleden die voor het bepaalde in het koninklijk besluit van 25 november 1953 in aanmerking komen of op wie het bij koninklijk besluit van 12 december 1951 gewijzigde koninklijk besluit van 23 juni 1951 is toegepast, kunnen, als zij een der in artikel 1 bedoelde tijdelijke betrekkingen bekleden, tot een hogere graad worden bevorderd en naar een hogere categorie overgaan, onder de voorwaarden gesteld in de artikelen 3 en 4 van dit besluit".

2. Artikel 5 van het ontwerp schrappen.

3. De artikelen 6 en 7, die ten gevolge van de schrapping van artikel 5 de artikelen 5 en 6 zouden worden, lezen als volgt :

.../...

"Artikel 5.-

Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 28 december 1956 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 februari 1954 houdende vaststelling van het organiek kader van het Ministerie van Financiën, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. Ingeval degene die een benoeming als omschreven in § 1 heeft verkregen, een vaste of tijdelijke betrekking van klerk, commies der accijnzen of tekenaar van het kadaster bekleedde, wordt deze betrekking afgeschaft zolang de bij toepassing van § 1 opgerichte bijkomende betrekking van speciaal klerk-technicus, speciaal commies der accijnzen of speciaal tekenaar van het kadaster bestaat".

Artikel 6.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 5 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1957".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	L.MOUREAU, G.HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	A.BERNARD, Ch.VAN REEPINGHEN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw :	J.DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.